



Affaire suivie par :
Sophie THEVENIN
Domaine informatique & électronique
Tél. : 01 69 26 67.71
Courriel : sophie.thevenin@cea.fr

**GESTION ET ATTRIBUTION DE LA DOSIMETRIE
ET DES EPVR, GESTION DU PARC DE
MATERIELS DE RADIOPROTECTION & DES
VEHICULES SPR AU CEA DAM ILE DE FRANCE**

Projet de marché CEA/DIF n°DIE-B25-01402-ST

**Marché classifié SECRET
SANS détention d'ISC**

ENTRE :

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »
d'une part,

ET :

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS.....	3
ARTICLE 4 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	5
ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE	7
ARTICLE 7 - INTERLOCUTEURS.....	7
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE	7
ARTICLE 10 - MONTANT - REGIME FISCAL	8
ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX.....	8
ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	9
ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE	10
ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	10
ARTICLE 15 - PROTECTION DU SECRET	10
ARTICLE 16 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....	12
ARTICLE 17 - ASSURANCE DE LA QUALITE	12
ARTICLE 18 - DROIT D'AUDIT DE MARCHE ET D'INSPECTION.....	13
ARTICLE 19 - TRAVAIL DISSIMULE.....	13
ARTICLE 20 - PENALITES.....	13
ARTICLE 21 - RESILIATION	15
ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES	16
ANNEXE 2 - CONVENTION D'HEBERGEMENT.....	17
ANNEXE 3 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....	22
ANNEXE 4 - ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL...	23

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de la gestion et attribution des dosimètres et gestion des EPVR, du parc de matériels de radioprotection, des consommables et des véhicules SPR, ci-après désignée « les Prestations », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Prestations seront réalisées pour le compte du Département analyse, surveillance, environnement (DASE).

ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES

2.1 Les dispositions du présent marché et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Plan contractuel de sécurité réf 25U070 OS DIF dans sa version applicable,
- le Cahier des Charges référencé CEA/DIF/DASE/SPR/DO 404 du 26/08/2025,
- l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte - Déclinaison en règles de sécurité informatique référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 21/03/2023,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée XXXX du XX/XX/2026.

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - DESIGNATION DES PRESTATIONS

3.1 Désignation

Les Prestations se décomposent comme suit :

- une phase de prise en main:
 - o Prestation 1 : formation du personnel (cf. article 20 du CdC)
- une phase d'exécution :
 - o Prestation 2 : gestion et attribution de la dosimétrie et des EPVR (cf. articles 4 à 9 du CdC) comprenant :
 - la gestion et l'attribution des dosimètres passifs,
 - la gestion des dosimètres passifs en période de changement de dosimètres,
 - la mise à disposition et la configuration des dosimètres opérationnels,
 - la gestion du parc et de la maintenance des dosimètres opérationnels,
 - des prestations relatives aux EPVR.
 - o Prestation 3 : fonction CES (cf. article 10 du CdC)

- Prestation 4 : suivi, gestion et commandes (cf article 11 à 13 du CdC) comprenant :
 - des consommables de radioprotection,
 - de divers consommables,
 - des tenues d'intervention.
- Prestation 5 : suivi du parc d'instruments de radioprotection dans le logiciel de GMAO DECA (cf. article 14 du CdC),
- Prestation 6 : gestion du parc de véhicules du SPR (cf. article 15 du CdC),
- Prestation 7 : suivi des réceptions de marchandises dangereuses (cf. article 16 du CdC),
- Prestation 8 : gestion des remplissages en azote liquide du matériel d'intervention (cf. article 17 du CdC),
- une phase de réversibilité (cf. article 20 du CdC) :
 - Prestation 9 : établissement du plan de réversibilité
 - Prestation 10 : option 1 – phase de prise en charge période D
 - Prestation 11 : option 2 – phase de prise en charge période E

Le cas échéant, la levée d'une ou des options sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 15 jours avant la date de démarrage de l'option.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la (les) option(s) ne sont pas levées par le CEA.

ARTICLE 4 - DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

- 4.1** Le présent marché est conclu pour une période ferme de 38 mois, renouvelable 2 fois par période de 12 mois supplémentaires (option 3 et 4) ainsi qu'un accompagnement sur 2 mois dans le cadre de la réversibilité (option 2). Le présent marché sera réputé finalisé au parfait achèvement des Prestations.

T0 correspondant à la date de notification du présent marché, l'exécution des Prestations s'effectuera selon le planning suivant :

Phase de prise en main:

- Prestation 1 : T0 à T0 + 2 mois (=T1).

Phase d'exécution, ferme :

- Prestations 2 à 8 : T1 à T1+ 36 mois (=T2).

Phase d'exécution, optionnelle :

- Prolongation n°1 (en cas de levée de l'option n°3) : T2 à T2 + 12 mois (=T3),
- Prolongation n°2 (en cas de levée de l'option n°4) : T3 à T3 + 12 mois (=T4).

Phase de réversibilité :

- Prestation 9 : Tfin* - 6 mois
- Prestation 10 (en cas de levée de l'option n°1) : Tfin* à Tfin - 2 mois,
- Prestation 11 (en cas de levée de l'option n°2) : Tfin* à Tfin + 2 mois.

*Tfin désigne la date de fin de la phase d'exécution pleine, fixée à 36 mois pour la période ferme, ou à 48 mois en cas de première prolongation, ou à 60 mois en cas de prolongation totale (deux prolongations successives).

Délais spécifiques aux prestations 2, 5 et 6 :

- Prestation 2 :
 - o Remise de la dosimétrie passive à l'IRSN voir article 6.1 du CdC
 - o Remise du calendrier « changement de dosimètres – dosimétrie passive » voir article 6.2 du CdC
 - o Calibration/réparation des dosimètres opérationnels – voir article 8.2 du CdC
 - o Gestion et suivi des EPVR à poste – voir article 9.4 du CdC,
- Prestation 5 :
 - o Suivi du parc d'instruments de radioprotection – voir article 14.3 du CdC,
- Prestation 6 :
 - o Gestion du parc de véhicules du SPR – voir article 15.2 du CdC,

4.2 Le cas échéant, la levée de l'option de prolongation sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de 6 mois avant la date de démarrage de l'option de prolongation. Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si l'option n'est pas levée par le CEA.

ARTICLE 5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

5.1 Responsabilité - Lieu d'exécution

Les Prestations, objet du présent marché, seront exécutées sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA, situé à Bruyères-le-Châtel. Elles seront exécutées sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire devra prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire ne sera pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

5.2 Moyens mis par le CEA à la disposition du Titulaire

5.2.1. Mise à disposition d'un local

Le CEA mettra à la disposition du Titulaire un local de service à titre temporaire dans le cadre de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de la convention d'hébergement (cf. annexe 2 du présent marché). Toute interruption de ce dernier pour motif de résiliation, quelle qu'en soit l'origine, mettra fin automatiquement à cette mise à disposition.

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement et signé par les Parties, sera réalisé à la prise d'effet et à l'échéance du présent marché. Le Titulaire devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Il appartiendra au Titulaire de s'assurer du respect des normes de sécurité et de discipline quant à l'utilisation de ce local et de signaler toute anomalie constatée quant à son état et à son équipement.

L'absence de mise à disposition de moyens par le CEA au Titulaire n'impactera pas la réalisation des Prestations.

5.2.2. Accès aux réseaux informatiques CEA

Le Titulaire devra se conformer à l'ensemble des règles d'utilisation des systèmes d'information applicables sur l'établissement CEA/DIF. Si besoin, le CEA pourra accorder au Titulaire un accès aux réseaux du CEA/DAM classifiés de défense, après analyse de la demande, et dans la limite des besoins nécessaires à la bonne exécution des Prestations.

Cet accès se traduira par l'ouverture d'un compte nominatif au nom de l'exécutant des Prestations. Le Titulaire devra fournir au CEA tous les renseignements nécessaires à cette ouverture de compte. L'exécutant des Prestations devra présenter le profil nécessaire, en particulier en ce qui concerne son habilitation au niveau **Secret**.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le respect des règles susmentionnées. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne dégageront en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Prestations à l'ensemble des textes en vigueur et au Cahier des Charges, jusqu'au prononcé de la réception du présent marché.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

Les règles d'utilisation des systèmes d'informations sur l'établissement CEA/DIF spécifiques au présent marché seront précisées par le Plan contractuel de sécurité.

5.2.3. Fluides

Les fluides nécessaires à l'exécution du présent marché seront fournis par le CEA et à ses frais, exception faite des communications téléphoniques vers l'extérieur qui pourront être facturées au Titulaire/ qui seront à la charge du Titulaire.

5.3 Horaires

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/DIF sont de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h20 à 17h, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

5.4 Réunions de suivi

La réalisation des Prestations donnera lieu à des réunions de suivi d'exécution, notamment des réunions semestrielles, entre les responsables désignés par chacune des Parties. A l'issue de chaque réunion, le Titulaire établira un compte rendu transmis au CEA sous 5 jours ouvrés, pour approbation préalable avant diffusion.

5.5 Accidents du travail

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent marché, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,

- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

ARTICLE 6 - DOCUMENTS A REMETTRE

- 6.1** Le Titulaire s'engage au titre du présent marché, à remettre au CEA les documents suivants :
- Les documents relatifs au suivi des indicateurs (cf. article 19 du CdC)
 - Les comptes rendus des réunions semestrielles
 - Les documents relatifs à la période de fin du marché (cf. Article 20 du CdC)
 - Les documents relatifs à la phase de réversibilité.
- 6.2** Les documents remis au CEA devront être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers devront pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.
- 6.3** Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent marché ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

ARTICLE 7 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- pour le CEA : <XXXXXXXXXX> Tél : <XX XX XX XX XX> ,
- pour le Titulaire : <XXXXXXXXXX> Tél : <XX XX XX XX XX> .

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

ARTICLE 9 - RECEPTION ET GARANTIE

Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 3 au présent marché).

ARTICLE 10 - MONTANT - REGIME FISCAL

10.1 Montant

Le montant du présent marché, établi aux conditions économiques du mois de XXXX 2026, est plafonné à la somme de <XX,XX> € HT (<XXXX> EUROS HORS TAXES), toute sujétion incluse.

Ce montant se décompose comme suit :

- Phase de prise en main (prestation 1) : un montant forfaitaire et ferme de : <XX,XX> € HT,
- Phase d'exécution (prestations 2 à 8), ferme : un montant forfaitaire et révisable de : <XX,XX> € HT (voir détail par prestation en annexe 1)
- Phase d'exécution, optionnelle :
 - o Option 3 : (en cas de levée) un montant forfaitaire et ferme de : <XX,XX> € HT,
 - o Option 4 : (en cas de levée) un montant forfaitaire et ferme de : <XX,XX> € HT.
- Phase de réversibilité (prestations 9 à 11) : un montant plafonné de : <XX,XX> € HT réparti comme suit :
 - o Prestation 9 : un montant forfaitaire et révisable de : <XX,XX> € HT
 - o Prestation 10 (en cas de levée de l'option 1) : un montant forfaitaire et révisable de : <XX,XX> € HT
 - o Prestation 11 (en cas de levée de l'option 2) : un montant forfaitaire et révisable de : <XX,XX> € HT

Ce montant est estimatif et ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

10.2 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

ARTICLE 11 - REVISION DES PRIX

Les prix visés à l'article 10 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de <mois et année de remise de l'offre>.

Ils sont révisables annuellement au mois de <mois anniversaire du marché>. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times \frac{Indice\ 1}{Indice\ 10})$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P₀ = prix initial puis dernier prix révisé,

Indice₁₀ = valeur de l'indice ICHTrev -TS – Coût du travail – Services administratifs soutien, publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE, pour le mois de <mois et année de remise de l'offre> puis dernière valeur retenue,

Indice₁ = dernière valeur publiée de ce même indice, connues à la date de demande de révision de prix.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

ARTICLE 12 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

12.1 Conditions de facturation

12.1.1. Formalisme de la facturation

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent marché soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- l'intitulé du marché,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée (cf. article 3 supra).

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : cea-dam-demat@cea.fr

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : cea-dam-comptabilite@cea.fr

12.1.2. Présentation des révisions de prix

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

12.1.3. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent marché. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,

- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions du marché. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

12.2 Conditions de paiement

Le montant du présent marché sera facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

- Phase d'initialisation : 100 % du montant HT du poste à la réception prononcée sans réserve par le CEA.
- Phase d'exécution et prolongation en cas de levée d'option : facturation semestrielle à terme échu à la réception prononcée du compte rendu de la réunion semestrielle sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.
- Plan de réversibilité, prestation 9 (poste ferme) : 100 % du montant HT du poste à la réception prononcée sans réserves par le CEA du plan de réversibilité accepté sans réserve par le CEA, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties.
- Plan de réversibilité, prestations 10 et 11 optionnelles (en cas de levée(s) d'option(s)) : 100 % du montant HT du poste concerné à la réception prononcée sans réserves par le CEA.

ARTICLE 13 - CONFIDENTIALITE

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Titulaire et le CEA s'engagent à respecter les dispositions figurant en annexe 4 encadrant les traitements des données à caractère personnel ».

ARTICLE 15 - PROTECTION DU SECRET

*Le marché est un marché classifié de niveau **Secret (S)** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Information ou Supports Classifiés par le Titulaire.*

15.1 En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre du marché, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;

- de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

- 15.2** Pour exécuter le marché, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution du marché, celui-ci est résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

- 15.3** Les personnels participant à la réalisation du marché et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution du marché et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution du marché. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par le marché.

- 15.4** Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

- 15.5** L'exécution du marché peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.

- 15.6** Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées du marché, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité du marché.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

- 15.7** Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées du marché. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT/jour de retard .

- 15.8** Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit du marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

ARTICLE 16 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

ARTICLE 17 - ASSURANCE DE LA QUALITE

Le Titulaire établira un Plan d'Assurance Qualité Particulier (PAQP) relatif aux Prestations.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Prestations par rapport au Cahier des Charges.

S'il apparaît que certaines dispositions du PAQP sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

ARTICLE 18 - DROIT D'AUDIT DE MARCHE ET D'INSPECTION

18.1 Audit de marché

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualité et/ou management et/ou sécurité, à tout moment. Concernant le volet « sécurité », les conditions des contrôles sont définies dans le Plan contractuel de sécurité.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

18.2 Inspection

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.2 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

18.3 Droit d'accès

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution du présent marché.

18.4 Obligations à transférer

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

ARTICLE 19 - TRAVAIL DISSIMULE

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

ARTICLE 20 - PENALITES

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

20.1 Retard d'exécution

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Prestations, ou une des composantes des Prestations, dans les délais fixés aux articles 4 ci-dessus 5.4 supra, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 24 des CGA, le montant forfaitaire de la pénalité sera de 80 euros HT par jour calendaire de retard constaté relativement aux délais précités.

20.2 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de prestations sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent marché, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant forfaitaire de la pénalité sera de 100 euros HT par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- non-respect des dispositions de l'article 5.5 du présent marché,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

20.3 Non-respect des engagements environnementaux

Dans l'éventualité où le titulaire ne respecte pas les engagements environnementaux (cf article 18 du cdc),

20.3.1. Impression et gestion des documents

- En cas d'utilisation de papier non conforme (non recyclé ou sans écolabel) : Pénalité forfaitaire de **200 € par constat**.
- En cas de non-respect du recto-verso par défaut : Pénalité de **50 € par lot de 100 pages constatées** en non-conformité.

20.3.2 Emballages

- Utilisation d'emballages plastiques non recyclables ou suremballage injustifié : Pénalité forfaitaire de **150 € par livraison non conforme**.
- Absence de reprise ou de réemploi des emballages lorsque cela est prévu : Pénalité de **100 € par constat**.

20.3.3. Déplacements et organisation des interventions

- Non-respect de l'obligation d'optimisation des tournées ou constat d'interventions non mutualisées sans justification valable : Pénalité forfaitaire de **250 € par constat**.
- Utilisation d'un véhicule non conforme aux critères (non « faibles émissions », norme Euro obsolète, etc.) : Pénalité de **300 € par jour d'utilisation constatée**.
- Non-transmission du rapport annuel/récapitulatif des déplacements : Pénalité de **500 € par mois de retard**.

20.3.4. Gestion des déchets

- Absence de tri sélectif ou élimination non conforme (déchets mélangés, absence de filière agréée) : Pénalité forfaitaire de **500 € par constat**.
- Non-remise du bilan périodique des déchets (ou transmission hors délai) : Pénalité de **500 € par mois de retard**.
- Absence de traçabilité (ex. : non-fourniture de bordereaux de suivi de déchets dangereux) : Pénalité de **400 € par manquement**.

20.4 Mesure pour mauvaise exécution

Si les Prestations ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Prestations, aux frais et risques du Titulaire.

20.5 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

20.6 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

ARTICLE 21 - RESILIATION

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,
Le

Pour le CEA,
Le

ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES



ANNEXE 2 - CONVENTION D'HEBERGEMENT

ARTICLE 1 - OBJET

La présente annexe valant convention d'hébergement a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA :

- met à disposition du Titulaire des locaux sur le site de Bruyères-le-Châtel,
- permet au personnel du Titulaire concerné par le présent marché, d'utiliser certains de ses services généraux.

De convention expresse entre les Parties, la présente convention est soumise aux seules dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil.

Le Titulaire ne saurait en aucun cas revendiquer le bénéfice des articles L-145-1 et suivants du code de commerce, auquel il déclare expressément renoncer.

ARTICLE 2 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

2.1 Désignation

Les locaux mis à disposition du Titulaire, sont indiqués à l'article 6 de la présente annexe.

Ces locaux sont alimentés en fluides divers et équipés d'un accès au réseau CEA ouvert ainsi qu'aux lignes téléphoniques nationales et internationales raccordées au réseau de l'opérateur téléphonique du CEA/DIF.

2.2 Conditions de la mise à disposition des locaux

En fonction de ses possibilités, le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment les locaux indiqués ci-dessus, par de nouveaux locaux adaptés aux besoins.

Dans ce cas, un courrier définira les nouveaux locaux affectés au Titulaire.

La mise à disposition de locaux ne constituant pas une condition déterminante de l'exécution du marché, le Titulaire ne pourra s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles, telles que prévues au marché, en raison du remplacement des locaux ou de la fin anticipée de leur mise à disposition par le CEA.

2.3 Conditions d'utilisation des locaux

Les locaux mis à disposition du Titulaire sont à usage de bureaux pour certains et à usage de laboratoires non dédiés pour d'autres. Le Titulaire s'engage à ne pas exercer dans les locaux mis à sa disposition, d'activité qui serait incompatible avec leur destination.

Le Titulaire ne peut ni modifier la disposition des lieux, ni abattre de cloison, ni percer les murs, ni entreprendre de manière générale de travaux quelconques sur les locaux mis à sa disposition sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Les demandes du Titulaire sur ce thème seront adressées au Chef d'installation du CEA responsable des locaux avec copie au responsable CEA de la bonne exécution de la présente convention. Le Chef d'installation fera part au Titulaire de la décision du CEA.

Le Titulaire devra, après accord du Chef d'installation responsable des locaux concernés et de l'Ingénieur de sécurité du bâtiment, présenter au Service technique et logistique (STL) du CEA/DIF, le Cahier des

Charges qui sera soumis aux entrepreneurs et accepté par eux afin que le CEA se détermine en pleine connaissance de cause sur les travaux.

A l'expiration de l'occupation, le Titulaire devra restituer les lieux en bon état. Il devra répondre des dégradations qui seront de son fait en dehors de celles habituellement constatées et dues à une usure normale des locaux. Un état des lieux sera établi contradictoirement à l'entrée et à la sortie.

Le Directeur du CEA/DIF, responsable de la sécurité sur le site, a le droit de contrôle des conditions de sécurité à l'intérieur des locaux mis à disposition du Titulaire.

Le Titulaire s'engage en outre à ne pas faire obstacle aux compétences du Comité d'Hygiène et de Sécurité du Travail (CHSCT) du CEA/DIF.

En cas de sinistre de toute nature, le Titulaire est tenu d'informer immédiatement le Chef d'installation des locaux.

Le personnel et les visiteurs du Titulaire doivent se conformer aux règlements relatifs à la sécurité, à la police et à l'hygiène sur le CEA/DIF.

Toute introduction d'équipements, par le Titulaire, sur le site du CEA/DIF ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et écrit du Chef d'installation des locaux.

Les équipements installés par le Titulaire dans les locaux mis à sa disposition doivent être conformes à la réglementation en vigueur en matière de sécurité du travail.

Les certificats de conformité concernant lesdits équipements doivent être communiqués au Chef d'installation des locaux avant leur mise en service ainsi qu'après chaque contrôle périodique réglementaire que le Titulaire s'engage à faire réaliser à ses frais, par un organisme agréé.

En cas d'anomalies relevées lors des contrôles périodiques, le Titulaire s'engage soit à remédier sans délai aux déficiences constatées, soit à retirer les appareils défectueux du CEA/DIF.

ARTICLE 3 - PRESTATIONS ASSUREES PAR LE CEA

3.1 Définition

3.1.1 Transport du personnel

Le personnel du Titulaire est autorisé à utiliser les transports en commun organisés par le CEA/DIF pour son propre personnel, dans la limite des places disponibles et sans que cela occasionne des modifications de lignes et/ou des points d'arrêt.

3.1.2 Restauration

Le personnel du Titulaire est autorisé à accéder aux restaurants du CEA/DIF.

3.1.3 Surveillance FLS - Interventions

Le Titulaire doit faire appel à la Formation locale de sécurité (FLS) en cas de sinistre de toute nature et notamment, d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondations ayant lieu sur le site du CEA/DIF ainsi que pour des interventions de secourisme.

La FLS se charge en outre :

- de la surveillance et du gardiennage sur l'ensemble des locaux occupés par Titulaire,
- des surveillances incendie/inondations pour les alarmes raccordées au PC,
- des interventions incendie/inondations sur déclenchement d'alarme,
- des surveillances des lignes d'appel (LD 18, coups de poing, etc.).

3.2 Conditions d'exécution

Le CEA s'engage à exécuter les prestations, objet de la présente convention, avec le soin dont il a coutume de faire preuve pour ses propres affaires.

L'obligation du CEA se limite à mettre à la disposition du Titulaire les prestations définies à l'article 3.1 ci-dessus, tels qu'elles fonctionnent pour ses propres besoins. Son inexécution partielle ou totale ne saurait constituer pour le Titulaire une cause pour s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles telles que prévues au marché.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune réclamation dans le cas où les capacités des unités prestataires visées à l'article 3.1 ci-dessus ne seraient pas en mesure de satisfaire sa demande, ni pour les dommages qui pourraient résulter d'une intervention des services de sécurité du site en cas d'incident.

ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Au titre du présent marché, le CEA met à la disposition du Titulaire, les locaux définis à l'article 2 de la présente convention à titre gracieux, comprenant la fourniture d'électricité, d'eau, le chauffage, le nettoyage et le gardiennage.

En cas d'utilisation des restaurants d'entreprise du CEA/DIF, par le personnel du Titulaire, celui-ci règle ses repas directement au restaurateur, au tarif "entreprise extérieure" catégorie E.

Les communications téléphoniques internes au CEA/DIF sont à la charge du CEA/DIF.

Les communications extérieures pourront lui être refacturées au prix unitaire de l'impulsion téléphonique facturée au CEA/DIF par l'opérateur téléphonique du CEA/DIF. Les factures seront établies en Euro.

Les relevés des communications sont tenus à la disposition du Titulaire et peuvent lui être transmis sur simple demande auprès du STL pendant une période de deux mois suivant leurs dates d'émission.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

5.1 Responsabilité civile du Titulaire

5.1.1 Responsabilité civile – Convention de Paris

Dans les conditions et limites prévues par les dispositions du code de l'environnement applicables à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, ou de tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, le CEA, en qualité d'exploitant d'une installation nucléaire, est responsable de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans cette installation ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité.

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux dommages subis par les biens du Titulaire qui se trouvent sur le site des installations nucléaires du CEA et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire pour les accidents nucléaires survenus lors de l'exécution de la présente convention, si la cause de l'accident réside dans une faute intentionnelle commise par la Société, notamment par violation des règles de sécurité - sûreté nucléaire - radioprotection. Le recours est limité, par événement, à 20% du montant hors taxes du Marché, sans pouvoir dépasser la somme de 250 000 €.

5.1.2 Responsabilité civile non nucléaire

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et de la Convention, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, le CEA, les salariés du CEA, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Le Titulaire renonce à tout recours contre le CEA et ses éventuels assureurs du fait des dommages de toute nature et notamment des dommages immatériels, préjudices financiers ou pertes d'exploitation qu'il pourrait subir. Il s'engage à demander l'insertion, dans ses polices d'assurances, d'une clause de non recours contre le CEA et ses assureurs.

Le Titulaire doit imposer les mêmes obligations aux éventuels contractants qui viendraient travailler dans les Lieux.

5.2 Assurances du CEA

Le Titulaire est informé de la souscription, par le CEA, d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire, si il est responsable conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève à la date de signature de la Convention à 500 000 € pour les dommages de nature conventionnelle et à 5 000 000 € pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

5.3 Assurances du Titulaire

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Le Titulaire doit produire les attestations de :

- responsabilité civile générale et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant pendant l'occupation des locaux,
- dommage couvrant les biens et aménagements éventuels dont il est propriétaire, locataire, détentrice ou usager à quelque titre que ce soit notamment contre les risques d'incendie, explosion et dégât des eaux, ainsi que la responsabilité du fait de l'occupation des locaux, le recours des voisins et des tiers.

Les attestations doivent émaner de ses compagnies d'assurance, être datées de moins de six mois, indiquant les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, et justifiant qu'il est à jour du paiement de ses primes.

ARTICLE 6 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

Liste des locaux et lignes téléphoniques mis à disposition de la société **XXX** :

Bâtiment	Pièces	Type de locaux	Téléphones

ARTICLE 7 - DUREE - RESILIATION

Cette convention court à compter de la date de prise d'effet du présent marché, pour la durée de ce dernier.
Elle sera résiliée de fait, en cas de résiliation dudit marché.

ANNEXE 3 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION

Le CEA

Le Titulaire

Marché/Accord-cadre/Commande n°

Lot/phase/période :

Rejet (réception refusée) :

le / /

MOTIFS :

Ajournement (délais accordés pour intervenir) :

le / /

MOTIFS :

Réception validée :

le / /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le :

Pour le CEA
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du CEA</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

Pour le Titulaire
<u>Visa(s)</u>
Date :
Nom du responsable technique :
Visa :
<u>Signature et cachet du Titulaire</u>
Date :
Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :
Signature :

ANNEXE 4 - ANNEXE ENCADRANT LES TRAITEMENTS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

II. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

Description des opérations réalisées sur les données ¹ :
Enregistrement des salariés dans bases de données, vérification de données, courriel de confirmation
Finalité(s) du traitement ² :
Gestion de la dosimétrie réglementaire du personnel, prise de rendez-vous
Type de données à caractère personnel traitées ³ :
Etat civil, employeur, numéro de sécurité sociale, dates d'aptitude médicale et de formation, classement radiologique
Catégories de personnes concernées ⁴ :
Salariés CEA, salariés d'entreprises extérieurs et visiteurs
Autres précisions ou interdictions ⁵ :
Données accessibles uniquement sur site CEA

III. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

Le Titulaire s'engage à :

¹ Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple si prestation de réservation de voyages : vérification des données, réservation des billets, courriel de confirmation, facturation, encaissement...

² Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

³ Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

⁴ Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

⁵ Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la prestation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**
6. **Sous-traitance**

Le Titulaire est autorisé à faire appel à un sous-traitant pour mener les activités de traitement suivantes : gestion du parc de véhicules.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du CEA. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le CEA de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

7. **Droit d'information des personnes concernées**

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

8. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

9. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpd@cea.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

10. **Aide du Titulaire dans le cadre du respect par le CEA de ses obligations**



Le Titulaire aide le CEA, le cas échéant, pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le Titulaire aide le CEA, le cas échéant, pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)	Non
Chiffrement des données à caractère personnel	Non concerné
Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données	(A compléter par le Titulaire⁶)
Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	(A compléter par le Titulaire⁷)
Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité	(A compléter par le Titulaire)

12. Sort des données

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

13. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

15. Documentation

⁶ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentification-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

⁷ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Stockage sur réseau
- Sauvegardes régulières dans un endroit distinct
- Plan de reprise des données en cas d'incident

Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

III. Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire

Le CEA s'engage à :

1. fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
2. documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
3. veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
4. superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire ».